

LAURENT JACOBELLI est face à HENRI GUAINO et DIEYNABA DIOP dans BFM GRAND SOIR !

66 min · Rassemblement National

Ce soir, en direct, tout ceci nous amène à la politique. On reparlera du carburant dans un instant. Mais comme tous les soirs, vous le savez, tous les débats qui agitent la campagne présidentielle, ça se passe ici sur BFM TV. On reparlera du carburant, de la colère des Français, des Français qui ne se supportent plus entre eux. On atteint des niveaux de détestation record avant la présidentielle, entre blocs. On va en parler ce soir avec Laurent Jacobelli. Bonsoir et merci d'être là, député du Rassemblement national. Avec Jenna Badiob, bonsoir député des Yvelines, porte -parole du Parti socialiste. Avec Henri Guénaud, bonsoir et merci beaucoup d'être là. Encin conseil spécial de Nicolas Sarkozy à l'Elysée. Anne -Sara Dubois, Yves Trea, Elisa Hadeff. À mes côtés, d'abord, c'est le chiffre et le débat du jour. Regardez le chiffre, 6 milliards, c'est confirmé. Le gouvernement veut faire 6 milliards d'économies sur les retraités pour le budget de l'an prochain. C'est notre premier débat, les retraités doivent-ils faire un effort ? Où est-ce du racket organisé ? Le patron du PS qui a utilisé ce mot. Il y a plusieurs pistes, je préciserai les choses dans un instant. Oui Henri Guénaud, vous réussissez tout de suite. Moi aussi, le racket. Ah, le racket, ça vous va ?

Oui, ça me va, je dis ça depuis très longtemps. Oui, c'est du racket.

Je sens que ce débat va vite se terminer. Laurent Jacobelli, le racket, ça vous va ? Hold up, ça passe aussi. Je suis d'accord avec mon premier secrétaire, c'est du racket. Je précise que le camp présidentiel, le camp du gouvernement, sera tout à l'heure représenté par Patrick Vignal qui le rejoindra dans un instant. Mais ça veut dire, Laurent Jacobelli, qu'il y a... Comment dire ? On ne peut pas toucher aux retraités et aux retraités en France. C'est tabou. Il n'y aura jamais aucun effort de demander aux retraités ou plus jamais aucun effort de demander aux retraités. Je vais plutôt tourner les choses comme ça. Mais ce n'est

pas une question de tabou. On voit bien que le gouvernement a sorti la tondeuse et il désigne le mouton. Cette fois -là, le mouton, c'est le retraité. Pourquoi les retraités, ces gens ont travaillé toute leur vie, parfois même 39 heures, 40 heures, avant les 35 heures, ils ont aidé à l'élaboration de notre industrie, ils ont assuré l'essor de notre économie quand l'économie était florissante et on leur dit aujourd'hui, il y a rupture du deal, rupture de contrat. Finalement, tout ce qu'on vous avait promis, toutes les cotisations que vous avez faites parce que nous avons mal géré, nous, les macronistes, parce que nous avons envoyé la France dans le mur, parce que nous sommes surendettés et que nous ne savons pas gérer le trésor national, eh bien vous allez payer.

Mais parce que les caisses sont vides, parce que tout le monde doit faire un effort, parce que les retraités ont en moyenne... Mais je vais vous dire,

les premiers à faire un effort, mais ce sont les membres de ce gouvernement, c'est ce gouvernement macroniste dans les mauvaises dépenses de l'État. Moi, je ne considère pas que la retraite est une mauvaise dépense quand on a bossé toute sa vie. Il y a d'autres mauvaises dépenses. Mais pourquoi ce gouvernement refuse de faire l'évidence taillée dans le gras du fonctionnement, du millefeuille territorial, de tout ce qui ne fonctionne pas, des agences inutiles, plutôt que de pénaliser

des gens qui ont bossé toute leur vie et dont on ne peut pas dire qu'ils soient riches. Alors je sais bien que pour certains riches, c'est 2 000 ou 3 000 euros. Mais enfin, qu'ont-ils fait de mal à part bosser toute leur vie ?

Adjida Badjop

? Moi, je trouve toujours... C'est incroyable que ce gouvernement et que la Macronie en général veuille toujours aller faire les poches ou des retraités, ou alors c'est les APL, c'est d'autres choses. Mais par contre, quand il s'agit de taxer les plus riches, là, il n'y a jamais personne. Et donc, je ne vois pas pourquoi on va demander à quelqu'un qui est à la retraite, qui a gagné le droit d'être tranquille, qui a cotisé, qui a tous ses trimestres, qui en plus, le plus souvent, aide ses enfants, ses petits-enfants. Parce qu'on sait très bien qu'aujourd'hui, c'est souvent les grands-parents qui sont ceux qui permettent d'aller arrondir les fins de mois et qui payent par exemple parfois des frais d'inscription pour les enfants, etc. Pourquoi est-ce qu'on va les taxer, eux, les retraités ? Oui, c'est du raquette. Parce qu'il y a d'autres pistes pour justement renflouer les caisses de l'État que celles des retraités.

Mais, Henri Guéneau, pardon, mais c'est l'éléphant dans la pièce. Encore une fois, c'est -à-dire que 1 quart de l'Etat vont vers les retraités et on ne devrait pas y toucher.

Alors, d'abord, d'abord, il y a la manière. Bon, si vous permettez, l'arrogance et le mépris de ce gouvernement et de ce ministre de l'Économie en particulier, quand même, quand le ministre de l'Économie vous dit « Oh, 2000 euros, bon, on n'est pas riche à 2000 euros, mais enfin, on n'est pas à la rue, quoi ». Enfin, vous trouvez ça, vous trouvez ça supportable, moi, je trouve ça insupportable de mépris et d'arrogance. Ça, c'est la première chose. Et quand ensuite, la porte-parole du gouvernement rajoute qu'aucune retraite ne va baisser. Mais si vous n'indexez plus les retraites... Bah oui, forcément. Si ça ne tue plus l'inflation. Mais c'est ce foutre du monde.

Pardon, c'est ce que dit le Premier ministre, Sébastien Lecordne, il dit « Aucune retraite ne baissera en euros ». C'est -à-dire qu'en réalité, vous aurez toujours des indects sur le monde.

Donc, il se manque du monde. Vous aurez toujours le même montant qui se manque du monde. Parce que ce qui compte, c'est ce qu'on peut acheter avec ces revenus. Voilà, ça s'appelle le pouvoir d'achat. Bon, donc ça, c'est inadmissible. Cette façon de traiter les gens, cette façon de parler, de présenter les choses est inadmissible. La deuxième chose, moi, pardon, je ne suis pas d'accord avec votre façon de présenter les choses. Il faut bien qu'on fasse des efforts, les caisses sont vides. Mais c'est quoi, cette politique ? Cette politique, c'est celle qu'on fait depuis des décennies qu'on continue à creuser les déficits. C'est -à-dire, c'est quoi ? Je vais être caricatural, mais c'est ce qu'on appelait entre les deux guerres, la politique de la déflation. C'est -à-dire qu'on pense qu'on va redresser la situation en demandant des sacrifices, même pas des efforts, des sacrifices à tout le monde. Alors moi, je ne suis pas plus aujourd'hui pour la hausse des impôts que pour la tronçonneuse dans les dépenses. Voilà, il y a des choses à... Il y a des gaspillages, non, mais il y a des gaspillages. Mais le gaspillage, c'est pas la tronçonneuse. Ni PS, ni RN ce soir. Voilà, c'est... Il faut trouver une autre façon de raisonner. Là, on raisonne avec l'approche comptable. Mais je trouve que... Attends, juste, je voudrais finir pour une fois de raisonner. Ah, ouais, ouais, ouais. Non, mais parce que... Vous garderez bien de vous couper. Parce que si on raisonne jamais, on n'y arrive pas. Voilà, c'est pas possible. Ces politiques -là, vous pouvez avoir des politiques d'austérité ou de rigueur quand vous sortez d'une période de forie. Voilà, c'est en 1976, Barr, il fait un plan de rigueur. Pourquoi ? Parce que la hausse des salaires a été telle qu'elle a dévoré une bonne partie de la valeur ajoutée et en particulier dévoré les capacités d'autofinancement des entreprises. Alors là, il faut faire un effort. Mais c'est un effort parce qu'on a beaucoup gagné. Parce que les salaires ont

augmenté. Voilà. Mais là, c'est pas le cas. Là, on sort d'une période où tout le monde a fait des sacrifices depuis des décennies. Les Français, ils n'en peuvent plus. Voilà. La question sociale, elle est explosive. Vous ne pouvez pas vous y prendre comme ça et de toute façon, s'y prendre comme ça. Quand on sort pas d'une période de forie, ça ne marche jamais. J'aurai des pistes

dans un instant. Et on entendra un défenseur de la désindexation. Yves ? Alors moi, je vais... Vous allez défendre la désindexation.

Non, je trouve absolument irresponsable tous les discours politiques que je viens d'entendre. Ah ! Irresponsable. Mais attendez, on a fait une réforme. Et c'est pas la première. On fait des réformes régulièrement pour ajuster le régime des retraites à notre allongement de la durée de la vie, aux besoins de financement parce qu'il n'y a plus que... Maintenant, il va bien. Il n'y a plus qu'un actif pour un retraité. On ne peut pas durer comme ça. Et c'est un manque de logique. Non, mais... Un manque de logique. Un manque de démagogie. C'est pas le même débat, monsieur Tréard. C

'est exactement le même débat. Et l'année

dernière, le Premier ministre, qui a accepté de manger son chapeau, de détricoter une réforme des retraites qui avait été faite deux ans avant, une de ses prédécesseurs, c'est honteux. Et je trouve absolument honteux que les Français, eh bien, arrivent à vous écouter... Monsieur Tréard. Non, non, non, mais laissez, parce que moi, j'ai aussi un raisonnement que vous n'avez pas, parce que malheureusement, je trouve que vous avez pris. C'est un peu court ce que vous proposez. Mais si, c'est... Attendez, sincèrement... Attendez, allez

-y. Et ensuite, Laurent

-Jacques Boellin et Dénamadio, parce que n'importe où le monde vont faire preuve. Si aujourd'hui, alors que plus d'un quart des dépenses publiques viennent, et vous voulez le rappeler, des retraites, et plus d'un tiers, en général, avec la santé, si, là -dessus, on avait travaillé, on faisait des réformes, et si des partis politiques, pour éviter la démagogie, qui est là leur, avaient accepté de faire ces réformes -là, on n'en serait pas là aujourd'hui. Et aujourd'hui, on... Attendez, il faut que ça circule. Et quand on

va révéler ce problème... Faut qu'on vous réponde, Laurent -Jacques Boellin. Monsieur Tréard, c'est un autre débat qu'on a eu d'ailleurs mille fois sur ce plateau, vous et moi. Et on l'aura

encore deux mille fois des scies sur la réforme

des retraites. Là, on a un débat d'équilibre des budgets. On ne parle pas de réforme des retraites. On nous dit simplement, en l'état actuel, pour combler les déficits, pour payer une dette galopante, on va aller prendre le pacteur. On disait hier, on va taxer la participation, et ils y ont renoncé. On va taxer l'épargne, il semble y avoir renoncé. Ou, elle, Magot. C'est ça qu'ils se posent comme question. Eux, raisonnent, excusez -moi, du jour au lendemain, sans vision. Non, nous, on n'en a jamais été au gouvernement. Monsieur Tréard, monsieur Tréard, ne vous énervez pas. Mais qu'est-ce qui vous arrive ? Mais qu'est-ce qui vous arrive ? Mais, d'abord, je ne vais pas vous laisser m'insulter. Je ne vais pas vous laisser dire que vous êtes intelligents et que nous avons une courte vue. Je crois que si le système... Monsieur Tréard, écoutez -moi. Je crois que si le système que vous défendez était si parfait que ça et si intelligent que ça, on ne serait pas en train de se dire aujourd'hui où est-ce qu'on va aller Donc, ça ne marche pas. Et pourquoi ça ne marche pas ? Parce que l'Etat, depuis 1975, est incapable d'aller chasser la mauvaise dépense. Attendez, Laurent

Jacquemély, j 'ai plusieurs pistes pour vous. C 'est -à -dire que gel des pensions, vous dites non ? Non. Donc, c 'est -à -dire que les retraites augmenteraient moins vite que l 'inflation, vous dites non ? Supprimons l 'abattement de 10 % de l 'envalé ficeux si les retraités, vous dites non ? pour augmenter la CSG, c 'est une troisième piste, pour qu 'elle rattrape celle... Non à tout. Vous dites non à tout aussi, dis -le -moi Diop, c 'est -à -dire qu 'on le touche pas, on le touche pas en retraité. 20 milliards d 'aides sociales, 20 milliards d 'aides sociales. Pardon, Henri Guaino, ce sont les pistes du gouvernement ? Oui, mais elles sont mauvaises, elles existent. Je m 'en fiche qu 'elles existent. Moi, je comprends pas bien le débat là. En fait, je suis l 'un des bons... Attendez, Henri Guaino, c 'est -ce que tu dis, dis -le

-moi Diop ? Non, ce que je veux dire, c 'est que c 'est pas le problème. Le problème de prendre aux uns ou de prendre aux autres, de raser tout le monde, ne va pas résoudre le problème. Le problème est de savoir comment, d 'abord si nous produisons assez de richesses pour nous payer les retraites et la santé que nous voulons, et l 'éducation que nous voulons. C 'est ça le sujet, c 'est le seul sujet. C 'est le seul sujet. Et donc là, vous n 'avez aucune solution de ce genre. Ça c 'est un problème de fond, là. C 'est un problème d 'urgence. C 'est pas le seul sujet ? Mais c 'est pas un problème d 'urgence, c 'est ce que vous allez faire. Il n 'y a pas d 'urgence à ce point, ça ne veut rien dire. Et rien ! Alors que parce que

c 'est urgent, on fait n 'importe quoi. Mais sinon c 'est pas grave, on fait peser ça sur les actifs. Comment ? Sinon on fait peser ça sur les actifs. Pourquoi le gouvernement ne fait pas des écoles dans des... J 'ai pas entendu, pardon. Simplement, il y a une question de principe. Les salaires ne sont pas indexés sur l 'inflation, que je

sache. Les salaires, pardon, c 'est pas vrai ? J

'achève si vous permettez. Donc ne sont pas indexés sur l 'inflation. Vous êtes sur une position de principe qui est tout à fait claire. Vous dites, on ne touche pas aux retraités. Ma question, et je me fais l 'avocat du viable, le diable a moins de 62 ans et 9 mois, c 'est jusqu 'à quand ? Le diable va vous répondre. Attendez, c 'est jusqu 'à quand cette idée on ne touche pas aux retraités ? Parce qu 'au moment où il y aura plus de retraités que d 'actifs, on se rapporte sur cette position de principe. Je vous dis moi que j 'aborde avec un poil d 'inquiétude les années qui viennent en tant qu 'actifs, parce que je me dis qu 'à un moment, quand il y aura plus de retraités que d 'actifs,

comment on va payer ça ? Eh ben on va produire. Et si on produit pas, tout le monde va s 'appauvrir. C 'est la seule question. Mais je vais vous répondre. Premièrement, vous me dites, les salaires ne sont pas indexés. D 'abord, grosso modo, ils montent à peu près comme l 'inflation.

Oh là là ! Vous pensez vraiment ? Oui, oui. Ah je ne pense pas. Je pense que les gens qui vont dans la rue ces prochains jours, vous diront que non.

Les statistiques de l 'INSEE vous disent que par exemple pour 2026, il y aura une baisse du niveau de vie. Ah oui, clairement. Juste à présent, si

vous regardez sur le temps, les salaires, ils augmentent. Mais non, mais c 'est ce qui est le paradoxe. Pardon, pardon. Allez -y, Auré Geller. Le paradoxe, c 'est qu 'avant, les retraites étaient indexées sur les salaires. Et qu 'un jour, on a dit, ah non non, ça va pas, ça va trop vite. Et on les a indexés sur les prix. Le résultat, regardez les projections du corps, le résultat, c 'est que la baisse de la part des retraites dans la valeur ajoutée, elle va diminuer. C 'est mécanique. Voilà, donc la richesse relative ou le pouvoir d 'achat relatif des retraités va baisser. Voilà, c 'est mécanique. C 'est le fruit de cette réforme qui est passée de l 'indexation sur les salaires à l 'indexation sur les prix.

Le corps dit justement qu 'aujourd 'hui en France, le patrimoine des retraités est supérieur de 30%.

J 'ajouterais que c 'est normal, ils ont trop de plus que nous autres. J 'ajouterais que l 'anormation a été reçue récemment qui s 'appelait Édouard Balladur, en arrivant au pouvoir à désindexer

les retraites. Attendez, j 'ai envie qu 'on écoute ce soir un défenseur de la désindexation. Il y en a, il était tout à l 'heure sur notre plateau, c 'est l 'ancien ministre de l 'Économie Bruno Le Maire.

Un champion. Les seules

décisions immédiates qui sont à la hauteur de la gravité de la situation, c 'est la désindexation des pensions de retraite. Je propose un point, ça vous rapporte 3 à 4 milliards d 'euros. Je rappelle juste la désindexation des retraites, je vous l 'ai parfaitement dit tout à l 'heure, les salaires ne sont pas indexés. Donc les gens qui bossent qui ont un salaire, désolé, eux ils font comment ? Les rémunérations des fonctionnaires, elles sont gelées, elles ne sont pas indexées. Donc voilà pourquoi il me paraît juste et équilibré, aujourd 'hui, de demander la désindexation de un point des pensions de retraite. 1 % d 'E. Abadiop,

1%. Et ça va faire court que pour une année ? C 'est inacceptable

? Ce n 'est pas une question que c 'est inacceptable. C 'est pas une question que c 'est inacceptable. Moi mon problème, c 'est que justement, je trouve qu 'on ne prend pas le sujet comme il faut. C 'est -à -dire qu 'aujourd 'hui, vous nous dites que, parce que la politique qui est celle d 'Emmanuel Macron depuis 10 ans est allée dans le mur, que ceux qui étaient les mausards de la finance ont été dans l 'incapacité, dans l 'incapacité de tenir justement les objectifs qui étaient les leurs, eh bien, on essaie d 'aller trouver qui, on va aller faire les poches de qui, ah bah tiens, les retraités. La dernière fois, c 'était moins 5 euros pour les APL, une autre fois, c 'était justement, on va geler. Les fonctionnaires, ça fait combien d 'années que leur indice, il est gelé ? Ça fait combien d 'années que justement, leur pouvoir d 'achat a diminué ? Il y a encore quelques années quand vous étiez... En plein la figure mais pas les retraités.

Tout le monde voit son pouvoir d 'achat baisser. Est -ce qu 'à 2000 euros, un retraité... Ah non, non, mais la question du seuil, évidemment... Non, mais on va reposer la question du seuil. Mais sincèrement, est

-ce qu 'il faut toujours aller faire les poches de celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie, qui ont déjà, qui continuent justement, de contribuer via la CSJ, etc. Quand, d 'un autre côté, il y a des gens qui font des profits, qu 'il y a des dividendes, etc. Et eux, à aucun moment... Là -dessus, vous n 'allez pas vous entendre avec les Rassemblements nationales. À aucun moment, je vais les inquiéter. Là -dessus, vous n 'allez pas vous entendre. Laurent Jacobelli. J 'ai pas besoin d 'être d 'accord avec les Rassemblements nationales. Le problème

que nous avons aujourd 'hui, je veux bien qu 'on parle de la réforme des retraites, le problème que nous avons aujourd 'hui... Monsieur Triard, je vais finir une phrase, je vous sens très nerveux ce soir. Non, non, non, non. Non, mais je sens que... Vous n 'êtes pas comme à votre habitude. ...tellement de l 'espoir. Non, c 'est faux. Le problème aujourd 'hui, c 'est que chaque année, on pond des budgets, des équilibres, que la pression fiscale augmente, contrairement au discours officiel, que les dépenses de l 'État continuent d 'augmenter. Aujourd 'hui, en 2026, les dépenses de l 'État, c 'est 500 milliards de plus qu 'à l 'arrivée de M. Emmanuel Macron à la présidence de la République en 2017. Quelqu 'un peut m 'expliquer ce qui va mieux aujourd 'hui qu 'en 2017. En tout cas, pas l 'éducation, pas la santé, pas la sécurité. Donc clairement, il y a un problème dans l 'argent. Donc il est mal

dépensé. D 'abord, faisons des économies. Les Français sont des... Je termine ma phrase. Le problème, c 'est le budget. Faisons des économies. Vous n 'allez pas faire des réformes de structure maintenant ? Faisons des économies. Le millefeuille territorial dans ma région, en grand -est... La seule réforme de structure,

c 'est les retraites. Vous l 'avez... M. Trier, personne ne comprend rien. M. Trier,

personne ne comprend rien. Ben si. Ben je comprends. Vous êtes seul. Allez -y, Laurent Jacobelli, et après, j 'ai deux questions pour vous. On a réuni trois régions pour en faire une grande, le grand -est. Les frais de fonctionnement ont augmenté de 27 %. Ça, c 'est François Hollande. Oui, d 'accord. C 'est les socialistes. Les socialistes, elle -même, et centristes, ont fait la même politique. Donc vous avez promis deux milliards d 'économies. Oui, ben c 'est deux milliards en plus. Donc allons les chercher. Aujourd 'hui, il y a 20 milliards pour les aides sociales non contributives aux étrangers. Ben créons un délai avant de leur payer ces indemnités. 20 milliards. Il y a aujourd 'hui, et même M. Le Maire le reconnaît, une possibilité de renégocier le budget européen. Il y a 5 milliards à les trouver. Faisons ces économies de fonctionnement avant de mettre des Français dans la précarité.

Comment voulez -vous mettre sur la table ces réformes -là dont vous parlez à moins de 8 mois l 'élection présidentielle alors qu 'il y a ce budget à faire, pardon, je reprends l 'expression, dans l 'urgence. C 'est -à -dire que tout ce dont vous parlez là, ça ne fonctionnera pas. Vous n 'arriverez pas à trouver une majorité à l 'Assemblée pour faire ce que vous êtes en train de dire. Mais vous ne m 'en

trouverez pas non plus pour faire ce qu 'est en train de dire le gouvernement.

Justement, je précise encore les pistes. Votre patron, patron du Parti socialiste Olivier Faure, candidat à la primaire et donc à la présidentielle, dit que les retraités, on n 'y touche pas, mais peut -être y a -t -il une marge pour les plus aisés au -delà de 4 000 euros. Est -ce que là, il y a la même position de principe, c 'est -à -dire que même au -delà de 4 000 euros, on n

'y touche pas, Henri Guénod ? Non, mais je ne veux pas y toucher, puisque je ne vais toucher au salaire des fonctionnaires ou au salaire en général. D 'ailleurs, je vais vous rassurer, moi je suis pour l 'indexation des salaires. Sur l 'inflation ? Sur l 'inflation. C 'est cohérent. Pour le coup, c 'est cohérent. Et alors, ce n 'est pas un truc de gauche. Je préfère prévenir d 'abord les critiques. L 'indexation, ce n 'est pas une idée de gauche. L 'indexation, elle a été défendue en France par Maurice Allais, qui n 'était pas un homme de gauche. Elle a été défendue aux Etats -Unis par Milton Friedman, le type le plus oni de tout ce que la gauche du monde peut compter comme anti -libéraux. Donc, ça n 'a rien à voir. Le sujet, c 'est que quand vous n 'indexez pas, et quand ça ne se fait pas tout seul, en fait, c 'est une sorte d 'escroquerie. C 'est -à -dire que vous embauchez des gens sur un pouvoir d 'achat, et ensuite, ils se retrouvent avec un pouvoir d 'achat amputé, c 'est -à -dire en réalité un salaire amputé. Dans une société libérale et salariale, le salaire ne baisse pas quand c 'est vraiment le dernier en sort. Ah, mais si, parce que ça

dépend de la politique du gouvernement. Je suis désolé. S 'il y a une politique qui est complètement démentielle et qui réfléchit, vous en payez les conséquences.

Le risque économique, normalement, il ne porte pas sur le salarié, sauf quand tout s 'effondre, quand on a une récession, une dépression, etc. Mais c 'est faire porter le risque sur les salariés ou sur les malades quand on veut des remboursés. Pourquoi ? Je m 'inscrits en faux sur l 'augmentation des dépenses. Mais par exemple, les dépenses de santé, eh bien oui, elles augmentent. Elles augmentent à cause du vieillissement, elles augmentent à cause de la réapparition et de la généralisation des maladies infectieuses. Elles augmentent parce que la malbouffe a créé aussi

des... a multiplié les cancers, etc. Donc elles augmentent naturellement. Et la population a augmenté. Les dépenses de l'État, elles ont augmenté. On dit, il y a un million de fonctionnaires en plus depuis 90... Donc ça fait 28 % d'augmentation. Très bien. Là -dessus, vous avez 18 % d'augmentation de la population et 10 % d'augmentation qui viennent du fait qu'on a baissé de 10 % le temps de travail. 10 plus 18, ça fait 28. Donc voilà. Bon, il n'y a pas de scandale là. Il n'y a pas de scandale. Il y a toujours une marge. Il y a toujours des gisements d'économie. Ça se fait au cas par cas. Ça se fait en gérant tous les jours au mieux. Mais c'est pas avec une tronçonneuse. C'est pas avec un rabot. Mais personne ne parle de tronçonneuse. Non, mais moi j'en parle. On parle de rigueur dans la gestion. Oui, mais pensez qu'on va trouver...

Mettre une règle d'or. Ah, mais regardez, si vous permettez... Non, c'est pas la pire des choses. Si vous permettez... Si on mélange tout, on ne va pas s'y retrouver. Là, il y a un budget qui doit être étudié. Ce budget interdit maintenant toute réforme de structure, de règle d'or, tout ça. Qu'est-ce qu'on fait pour ce budget pour qu'il passe, alors que Mme Le Pen, quand elle date à l'élection présidentielle, a dit qu'à priori, elle ne le sanctionnerait pas. Mais alors justement... Ça c'est interdit. Tous les discours qui consistent à dire qu'il faudrait faire ci, il faudrait faire ça, réformer ça, c'est hors sujet parce que c'est pas

pour le budget. Alors justement, on va préciser les choses. Mme Le Pen, effectivement, ce week-end avait l'air d'être plutôt... Comment dire ? Accommodante. Accommodante. Merci pour le terme vis-à-vis de ce budget qui arrive. Imaginons que le gouvernement s'obstine et aille, effectivement, vers un effort réclamé aux retraités. Qu'est-ce que vous faites ? Là, c'est mieux rouge,

là, c'est censure ? Je vais vous répondre. Mme Le Pen, elle a dit quoi, ce week-end ? Elle a dit, on espère arriver au pouvoir à partir de mai 2027, et pour nous, ce sera beaucoup plus simple de faire un budget corrigé qui ressemblera à notre programme, que de repartir d'une feuille blanche, faire six mois d'études de budget et préparer en même temps le budget l'année de l'après. Pour le coup, ce serait techniquement compliqué pour tenir...

Donc mieux vaut voter un budget à l'automne, maintenant

? Qui soit pas inacceptable en sachant que ce sera provisoire et que toutes les cartes seront rebattues après l'élection de la présidente ou du président de la République prochaine. Mais il y a des lignes rouges. Si ce budget engendre des dépenses ou des impôts supplémentaires pour les années qui viennent, c'est -à-dire que nous

engagent... Nous ne le font pas.

Et si jamais les impôts augmentent, ou si on touche au pouvoir d'achat des Français, ce sont deux lignes rouges. Donc on ne s'interdit rien.

Sans seuil. Il n'est pas question de seuil.

Si à partir

d'un certain montant de retraite, il y a des indexations, quel que soit le seuil, vous censurez.

C'est un principe, oui. Oui, voilà, c'est un principe.

Même pour les retraités les plus aisés, vous censurez.

Mais c'est quoi les retraités les plus aisés ? Nous partons du principe que s'il n'y a pas d'abord une

recherche d'économie dans le budget de l'État et il y a des économies à trouver, même sans faire de grandes réformes, il y a vraiment des dépenses somptuelles. Et vous les connaissez comme moi. C'est vrai dans toute organisation. Celle-là, elle est particulièrement

grande. Là, c'est un peu grand, et c'est notre argent. Si vous en faites quelque part, vous serez obligé de les remettre ailleurs parce que les besoins sont énormes. Oui, mais il y a de l'argent par rapport. On parlera après de la santé, si vous voulez, et des argent

régional de santé. Donc, nous, il y a des lignes rouges qu'on ne peut pas accepter. Si ces lignes rouges ne sont pas dépassées, que le budget est un budget moyen, sans odeur, sans saveur et sans conséquences et qu'on peut le changer en mai prochain, pas de raison qu'on s'oppose. Même avec

un déficit de 5, 6 % ? On sera vigilant là-dessus, bien sûr. On sera vigilant

là-dessus parce que le déficit d'aujourd'hui, c'est les impôts de demain, on peut le mentir. Et nous, on ne veut pas de vous. Vous

avez des économies, vous, là, tout de suite ? Le 7 octobre,

Marine Le Pen présentera...

125 milliards ! Ça, c'est curieux.

Le ministère des Finances et de l'Économie a demandé une étude à une de ses antichambres qui a dit que pour pouvoir payer notre dette, sans endetter de nouveau de manière dangereuse notre pays, il faudrait, sur le budget actuel, trouver 125 milliards d'économies par an. Nous, on s'est fixé cet objectif, et je vais vous le dire, on les a trouvés. Pas la première année. En année 3-4. Exactement, ce serait 25 milliards

la première année d'économie. Juste une précision, Dina Badiob, c'est la même position, PS, sur la censure

? Non, nous, on n'a pas la même position. Soyons très clairs, effectivement, il y a des demandes qui vont être faites. Je pense qu'il faut expliquer aux Français et aux Françaises la situation qui va être celle de ce budget. Vous êtes en année présidentielle, vous avez ne serait-ce que dans le Bloc central pléthore de candidats, il n'y a aucun chemin où Sébastien Lecornu est en capacité de venir discuter comme il l'a fait l'année dernière, avec le Parti Socialiste, avec les écologistes, avec les communistes, parce qu'en fait, il n'aura aucune majorité à l'Assemblée qui lui permettra de négocier quoi que ce soit. Vous pensez vraiment que Gabriel Attal ou les troupes de Bruno Retailleau ou même celles de Laurent Wauquiez, vont lui faire des cadeaux alors qu'ils sont en pleine course présidentielle ? Sauf que je reprends

l'argument de Laurent Jacobelli, si tout le monde espère arriver au pouvoir, vous pouvez bien avoir un budget, même mauvais, plutôt que pas des gens. Je ne crois pas que le PS pense arriver au pouvoir. Ce n'est

pas le sujet. Vous ne répondez pas oui. Ce n'est pas le sujet. Vous savez, aujourd'hui, ce n'est pas mon problème. Vous ne demandez pas le retour de l'impôt sur la fortune ? Par exemple ? Le retour de l'impôt sur la fortune, nous, on n'a même pas demandé le retour de l'impôt sur la fortune, on a demandé la taxe Zuckman, qui permettait effectivement de financer un certain nombre de choses. Elle va revenir en actualité ? Oui, bien sûr, elle va revenir en actualité. Le problème qu'on a, c'est que celles et ceux qui prétendent défendre les Françaises et les Français, on dit non, il ne faut pas

les toucher. Alors que vous avez justement dans les très riches qui ont dit, moi, je suis prêt à contribuer beaucoup plus pour justement financer la transition de nos dépenses de santé. Il y a des retraités qui sont prêts à faire ça aussi, vous le savez ? Oui, mais moi, c'est pour ça que l'Opéra Socialiste, on vous dit, à 4000 euros, on peut se poser la question du seuil, mais à 2000 euros, non, parce qu'on sait très bien que à 2000 euros, moi, je lui dis qu'il faut se poser la question. Olivier Faure a

dit 4000, Mélange Accommodi ne veut pas dire 4000 euros. Il ne faut pas s

'interdire de discuter là -dessus. Mais moi, je le dis très clairement, il n'y a aucun chemin où Sébastien Lecornu est en capacité de faire de la négociation. Nous, on va faire des propositions, on dira effectivement ce qui pour nous n'est pas acceptable. En l'Etat, lorsque vous démarrez déjà avec, je commence par, les 6 milliards sur les retraités, je pense que le chemin va être très compliqué C'est pas gagné pour le budget, c'est

pas gagné pour le gouvernement. Et j'assume le fait de censurer si ça ne va pas dans les sources. Vous le savez, tous les soirs, on débat ici, on prend tous les débats qui agitent la présidentielle, dans un instant, on parlera du logement et de la priorité nationale. Parce que vous nous avez écouté tout à l'heure la chronique d'Amélie Rosy qui est revenue là -dessus, on en parlera ensemble de cette priorité nationale que vous souhaitez. Mais d'abord, les carburants, et à propos de pouvoir d'achat, regardez cette carte. On a pris 5 stations parmi les plus chères de France ce soir. Et on parle là du prix du litre de diesel. On est sur 1 litre de diesel. 2 ,76 euros du côté de Moujah dans les Alpes-Maritimes, 2 ,80 euros à Sosaïgne dans le Horin, 2 ,86 à Paris, 2 ,75 dans la Manche à Gouvay, et très lazé, on est à 2 ,99 euros. 3 euros quoi. Ah bah non, 2 ,99 euros. Prix psychologique, 2 ,99 euros. Évidemment, c'est dans les stations les plus chères, les moyennes, j'allais les rappeler. Mais je ne les ai pas sous les yeux. On est à 2 ,11 euros pour le sample 95 et 2 ,30 euros pour le gasoil. Voilà les moyennes. J'ai bon ou pas ? Merci Elisa Adèvre, bonsoir, à demain. Non, je me plaisante. Henri Guénaud, la question que tout le monde se pose depuis quelques jours sur les plateaux, et on va la poser ce soir aussi, est-ce que tout ça est un carburant pour la colère ? Et un carburant pour la colère qu'on a déjà connue, c'est à dire les Gilets jaunes, c'est

à dire 2019. Je ne sais pas si ce sera les Gilets jaunes, les bonnets rouges, la colère, elle est là. La question sociale, elle est explosive dans ce pays. Et ça fait longtemps qu'elle est explosive et que son caractère explosif s'aggrave. Bon, c'est complètement en dehors des débats politiques. Certains en parlent, c'est vrai que Mme Le Pen s'est positionnée aussi sur la question sociale, mais au fond, tout le monde laisse ça de côté. Elle est majeure. Même quand on parle de l'immigration, la question de l'immigration, et notamment pour les électeurs du Rassemblement national, est une question sociale plus encore qu'identitaire. Même si l'identité, la question identitaire est très présente. D'ailleurs pour ça que le Front national avait récupéré les anciens électeurs du Parti communiste le jour où le Parti communiste avait abandonné la question migratoire. Donc la colère, elle est là, elle monte, c'est pour ça que toute politique qui veut aller taper le pouvoir d'achat des fonctionnaires, le pouvoir d'achat des retraités, le pouvoir d'achat des salariés d'un un ou d'une autre, est une politique folle dans la situation dans laquelle se trouve le pays d'économie et la société. Donc il faut laisser ça de côté. C'est vrai que là, ça ne fait qu'attiser les choses, mais sauf que là, on n'est plus dans la décision du gouvernement. Là, c'est la seule chose qu'il faut faire qui peut vraiment changer les choses, arrêter la guerre en Ukraine et arrêter la guerre dans le Golfe. Oui, mais est-ce qu'on a seulement tenté quelque chose ? Non. Alors voilà, et la conséquence... Vous croyez qu'on a le moyen, Aurélien Blanquer ? On n'a pas essayé, on peut pas s'en aller moyen. Je ne pense pas qu'au Moyen-Orient, si

vous voulez, entre l'Iran et les États-Unis, l'Europe puisse faire

beaucoup de choses. Et pourquoi elle n'essayerait pas ? Elle a essayé, elle essaye ? Non, elle n'a pas essayé, elle est restée silencieuse en fait. Et bon, c'est la seule chose. en fait. Ça peut ne pas marcher, mais c'est la seule chose. Vous savez, quand vous avez besoin d'un produit, vous êtes consommateur d'un produit dont vous avez absolument besoin et que le prix de ce produit augmente, il y a un transfert de pouvoir d'achat du consommateur vers le producteur. Voilà, c'est l'histoire des chocs pétroliers. Et vous ne pouvez pas l'empêcher. Donc ça, c'est une ponction sur le pouvoir d'achat global de la nation. Mais là, il est très difficile de trouver une réponse, mais c'est sûr que ça attise encore la colère. Les gens n'en peuvent plus. C'est très

intéressant, parce que effectivement, vous voyez beaucoup de causes exogènes. Et c'est vrai, c'est évidemment la guerre en Iran plus d'ailleurs sur le pétrole que la guerre en Ukraine qui a... La guerre en Ukraine aussi, parce qu'elle enlève des capacités de production. Ça continue. Là, je vais quand même me faire l'avocat du diable de la France et de l'Europe. Non, non, mais sincèrement, avec nos petits moyens, alors qu'on n'a pas d'armée, il faut le dire. On a une Europe qui n'est pas nécessairement très unie. Là, au moins, ils ont essayé de parler d'une seule voie et sur l'Ukraine, ça s'est pas fait en un jour, et sur le Moyen-Orient, non pas pour s'engager au Moyen-Orient, mais pour être en deuxième rideau et pour essayer d'éviter qu'il y ait une rupture totale des approvisionnements et de la circulation, effectivement, du pétrole. Donc, c'est vrai, c'est vrai, mais celui qui est le responsable de ça, il faut le dire. Et c'est pour ça que ceux qui le défendent en France ou ailleurs, d'ailleurs, sont quand même assez grotesques. C'est Donald Trump. Évidemment que c'est lui qui est à l'origine de ce bazar. Je parle pour le Moyen-Orient, pour

l'Ukraine. Oui, évidemment, Poutine est premier responsable. On va parler de carburant, on va parler des Gilets jaunes. Je remercie simplement Reguenaud d'avoir été avec nous ce soir. Merci beaucoup d'avoir été là et on va accueillir Patrick Vignal. On va plus calme. Pas sûr, pas sûr. Oui, non, je suis pas sûr non plus. Patrick Vignal qui nous rejoint. Conseiller politique de Gabriel Attal et ancien député Renaissance. Moi, j'ai une question Laurent-Jacques Obenry pour vous. Qu'est-ce que vous dites à ceux qui nous regardent et qui pourraient s'interroger sur qu'est-ce qu'on fait, est-ce qu'il faut aller manifester, etc. Est-ce que vous leur dites, allez-y, emparez-vous des ronds-points, c'est maintenant, il faut faire ça avant la présidentielle, ou alors au contraire, canalisez toute cette colère que vous pouvez avoir vers les urnes. Qu'est-ce que vous leur dites ? D'abord,

je leur dis, je vous comprends. Voilà, parce que quand on doit payer pour aller travailler, parce qu'aujourd'hui, certains dépensent plus en essence que ce qui gagne net à la fin pour aller bosser, c'est un problème. Quand les prix flambent et qu'on est obligé de faire du choix, le choix entre le plein de la voiture et le plein du frigo, on est dans une situation et quand le gouvernement ne vous entend pas, quand vous criez, il faut bien que vous agissiez. Donc je vous comprends, mais je ne vous conseille pas. On a... N'allez pas sur les ronds-points ? Je ne sais, mais en tout cas, ils font exactement ce qu'ils veulent. Du moment qu'il n'y a pas de violence, en revanche, il y a dans quelques mois l'élection présidentielle où on va pouvoir dire au revoir à toute cette équipe, cette équipe qui reste sourde au problème des pouvoirs d'achat des Français, cette équipe qui est quand même, disons-le, avec Edouard Philippe, à l'origine de la surtaxation de l'essence, car on parlait effectivement des facteurs exogènes comme les guerres. Il y a des facteurs endogènes. Dans les 20, dont on a parlé tout à l'heure, il y a la moitié qui va à l'État, dont 2 augmentations de taxes dues à Edouard Philippe. Donc ça aussi, ça crée la colère. Donc ce gouvernement qui refuse de baisser la TVA, qui ne comprend pas comment marche l'économie parce que des Français qui consomment moins, ce sont des entreprises qui vendent moins et donc qui produisent moins, et donc c'est moins de richesses pour la France. On parlait tout à l'heure avec M. Tréard de manière passionnée et

vive... Toujours viril mais correct. Toujours. Pour les retraites, évidemment, ça va baisser les cotisations sociales pour les retraites. Mais ce que vous

dites à Patrick Vignal, c'est que c'est de sa faute.

Personnellement, je ne le crois pas parce qu'il a souvent un regard distancié avec l'action du gouvernement. Mais c'est la faute de ses amis... Qu'est-ce qui vous arrive M. Colbélis ce soir ? Ben je suis honnête. Mais c'est la faute de ses amis du gouvernement qui ont laissé pourrir la situation, qui l'ont aggravé et qui aujourd'hui refusent de la corriger. Patrick Vignal.

1560 milliards de prélèvements chaque année. 1710 de dépenses. L'épargne cesse. Plus de 6 500 milliards. Je vais être dur ce soir. Moi, je sens que ça va péter. Vous vous rappelez, je suis venu chez vous quand on a les gilets jaunes. On ne peut pas trouver 300 millions. Même si la faute des carburants, ce n'est pas notre faute. Le pouvoir d'achat, c'est Donald Trump. Attendez, les 300 millions pour faire quoi ? Parce que pour aider les 77 % des gens qui ont des voitures chez moi, si vous n'avez pas de voiture, vous n'allez pas travailler. Donc moi, je suis désolé. C'est vous, c'est dans les roues. Je vais vous dire très franchement, moi je suis inquiet. Moi, je suis très inquiet parce que les gilets jaunes, ce qu'on a connu avec vous, c'était des gens qui avaient envie. Vous savez, j'ai un souvenir d'une mamie. Chaque fois, ça m'aimait 88 ans. Elle traversait un rond-point. Elle m'a dit, mais si tu me fais écraser, c'est pas grave. Parce que je fais les boubelles de chez Lidl parce que j'ai 600 euros de retraite. Pour ces gens, il faut se battre. Sauf que le problème des gilets jaunes, c'est que ça finira comment à l'arrivée ? Ça finira avec des black box ? Ça finira avec une pollicitation ? Et on fait quoi ? On met nos CRS dans la rue ? On brûle des préfectures ? Donc moi, je pense qu'aujourd'hui, oui, il faut amener une réponse. Je veux bien qu'on dise qu'il faudrait électrifier, mais il faut qu'on trouve un moyen. Est-ce qu'on est capable d'expliquer à nos amis américains que c'est bon ? Ils mettent un bordel immense dans le monde entier. J'ai cru comprendre que Donald Trump avait demandé déjà à l'Ukraine et à la Russie de plus bombarder des trucs. Je sais pas si elle se fera. Ça ne sera jamais. Je pense que, Maxime, on ne peut pas se payer la crise des gilets jaunes. Ça veut dire

que vous, Patrick Vignard, conseiller politique de Gabriel Attal, vous dites à Sébastien Lecornu, qui est donc du même camp que vous, c'est le moment de pas déconner et il faut trouver de l'argent pour rédécer cela. Je

connais Sébastien Lecornu, c'est quelqu'un de très habile. Je pense que pour certains, ceux qui en ont vraiment besoin, il faudra les accompagner. Ça

veut dire des aides ciblées. Ça veut dire que ce n'est pas ce que réclament, par exemple, l'Orange Acomagné et le reste. C'est ce qui se passe. Oui, mais Maxime, le problème, les aides, on l'a fait. Moi, je n'ai pas honte. Je n

'avais pas besoin d'un chèque énergie. J'ai les moyens. Je veux participer à l'effort national. Je pense qu'il faut les cibler. Et vous savez qui on veut les cibler ? Avec les préfectures. Il y a la marque que tout se décide à Paris. De dire, par exemple, je vais aider telle personne et telle entreprise. Je suis venu avec un Uber. Le gars, il travaille. Il fait deux boulots. D'ailleurs, il est retourné dans le social. Il m'a dit, je m'appelle Adel Kader. Ah, ça va être compliqué si le RL... Ah, c'est le débat qui suit. C'est dans une seconde. Monsieur Jacobelli. Et donc lui, le gars, il fait deux boulots. Deux boulots, il fait. Il me dit, moi, je ne pourrai jamais. J'habite, alors je n'en ai pas trop, dans le 91. Il fait deux boulots, le mec. D'accord ? Et lui, à la fin du mois, c'est 80 euros par semaine de plus d'essence. Mon infirmière qui vient soigner ma famille, c'est 200 euros de plus par mois. Elle habite dans un village. Elle, elle est prioritaire. Et j'espère qu

'on parlera des retraites. Que propose M. Attal ? Parce que nous, notre proposition, elle est très claire. On pourrait en avoir d'autres. C'est de baisser la TVA sur les énergies, donc notamment l'essence, de 20 à 5,5 %. Pourquoi ? Parce que effectivement, ça donnerait un peu de pouvoir d'achat aux Français. Ça ferait un litre à 1,84. C'est pas Hollywood, mais c'est toujours mieux. Et ça le permettrait de continuer à consommer un peu. Et donc à maintenir à peu près notre économie. Sinon, c'est le grand effondrement. Je pense que M. Jacobelli,

il faut mettre tout à plat. Tout à plat, il n'y a plus rien qui va. Mais là,

on parle du budget. Vous avez raison. Attendez, mais, mon frère,

je vous ai écouté, le budget, il sera voté plus ou moins. Marine Le Pen a dit qu'elle le voterait. Ah, écoutez, vous rendez-vous dans quelque chose là. En fait, vous savez le problème, en fait. Et c'est le choix des oppositions. J'ai pas de problème. Moi, j'ai rarement été dans l'opposition dans ma vie. Sauf que dans l'opposition, on rase gratuit. Moi, je veux bien. Mais comment vous faites tous les deux la retraite à 62 ans ? Vous, pareil. Non, non,

non. Et c'est 67

ans. Ah, pardon. La natalité. Vous ne battez pas. Et je suis désolé. La natalité, c'était aujourd'hui, on ferait une réforme des retraites. L'allongement de la vie est supérieur. Ça va coûter 6 milliards de plus avec les retraités qui vivent mieux. Et tant mieux. Comme ça, ils font du sport, ils consomment, ils vivent, ils le méritent. Et vous avez une natalité qui va être à 1,4. Comment on financer ces retraites ? Vous ne voulez pas me répondre sur la baisse du peu d'essence, à fait ? Adressez-vous à monsieur. Et lui, il nous propose de passer de 20 à 30%. Ne parlez pas pour moi. Et vous n'avez pas répondu à ma question sur la baisse du coût de l'essence. Mais on va changer le système, c'est pas possible. Ça, c'est trop ça. Ça veut dire quoi, ça ? Mais ça veut dire que... Mais vous êtes avec monsieur Attal, vous n'avez rien changé du tout. J'ai été élu en 2012. Comment on faisait les ministères ? Hollande, Gagné, on disait au vert, trois ministères. Père, j'ai un ministère par an, 5 millions. Vous enlevez 10 ministères, c'est 50 millions d'économies. Et ça, c'est d'autres partout. Mais c'est pas l'échelle. Les agences, tout. Maxime, dépensons pas ce qu'on fâchait. Attendez, là, le gouvernement, rien

que pour l'urgence de ce budget, il cherche 30 milliards. C'est pas avec vos 50

millions ? Mais moi, je n'ai pas dit le contraire. C'est les retraites qu'il faut changer. Les retraites, si vous faites un million à la DM, un million, mais il faut changer tout. Les retraites, ça ne peut pas

tenir. Je note que, au-delà des aides ciblées dont vous parliez, il n'y a pas d'autres... Il y a l

'urgence, mais après, il faut changer le système.

On était sur le carburant. Le carburant, le problème... Il faut qu'on parle de la détestation entre Français dans une seconde.

En deux secondes, quand vous voyez les tarifs que vous avez, alors c'est vrai que c'est le haut de la fourchette. Oui, c'est le haut. C'est le haut de la fourchette. Il va falloir que le gouvernement, je pense que les aides ciblées dont M. Vignal parlait, il a raison d'ailleurs, parce que ça ne sert à rien d'arroser tout le monde. Mais je pense que ça ne va pas suffire à terme. Et dans un terme très proche, ça ne va pas suffire. Donc il va falloir probablement une révision de l'échelle fiscale qui pèse sur le carburant. Et le certificat notamment d'économie d'énergie ne rentre pas alors, certes dans le budget de l'État. Mais il va falloir un geste pour les consommateurs et ceux qui

sont les premiers concernés. Je précise une toute petite chose. J 'ai eu ma très chère mère au téléphone ce week -end qui me disait... C 'est intéressant les mamans. Mais elle me disait, je ne peux pas prendre ma voiture pour aller faire mes courses. Pourquoi ? Parce qu 'il n 'y a plus d 'essence dans les stations autour de chez moi. Oui, il n 'y avait plus d 'essence. Il y avait une pénurie. il y a un peu moins de 10 % me semble -t -il, de stations où il manque un carburant, mais effectivement c 'était le cassez -elles. Attends, il faut qu 'on avance un petit peu. 17

milliards, la crise des gilets jaunes.

Vous vous rappelez ? C 'est ce que le gouvernement lui fait la table. Est -ce qu 'on a tout

réglé ? Ben non. Alors là on ne peut pas trouver un peu d 'argent pour ceux qui méritent, infirmières, ésoignants... Mais j 'adore écouter M. Vignal, on a l 'impression

qu 'il est dans l 'opposition. J 'ai la badia pour répondre à Patrick Vignal et ensuite la décastation en fond. Il faudra

trouver quelque chose. Mais sincèrement, aujourd 'hui, ceux qui sont dans votre majorité et qui sont dans la majorité sont aux abonnés absents lorsqu 'il s 'agit de trouver une solution. Je vous le dis très nettement. C 'est -à -dire qu 'aujourd 'hui, il n 'y a pas une seule proposition qui fonctionne pour aider celles et ceux qui sont effectivement des travailleurs pauvres, des gens qui n 'ont pas d 'autre choix que de prendre leur voiture et qui aujourd 'hui n 'ont pas de mobilité en dehors. Dans la ruralité, quand vous devez de toute façon faire le dernier kilomètre parce que la première gare se trouve au moins à un quart d 'heure en voiture, quand votre plein d 'essence a doublé, comment vous faites ? Chère madame,

le problème, c 'est bien d 'avoir

des v-upieux, mais ça fait juste 10 ans qu 'ils sont en place et qu 'ils ne font rien.

Tout le monde est focalisé pour les présidentielles. Aujourd 'hui, j 'ai écouté Olivier Faure qui a dit « On ne touchera pas aux retraites. Pourquoi ? D 'abord, les retraités, ce sont ceux qui votent le plus. Sauf quand on fait le vrai débat. C 'est pour ça qu 'il faut remettre tout à plat. Le vrai débat, la désindexation, c 'est 6 milliards. Les avantages fiscaux, 10%, c 'est 6 milliards. C 'est là qu 'il faut aller chercher. Je suis désolé, mais si on dit aux retraités... On parle plus d 'essence, on parle des retraités. C 'est pareil, il faut trouver de l 'argent. C 'est

intéressant que vous défendiez justement le fait d 'aller chercher. Mais pourquoi je me

finance ? On va non taxer les retraités. Non, on ne fait pas taxer les retraités. On fait dégraisser l 'État, madame. Et on travaillera plus loin. On travaillera plus longtemps. On travaillera plus longtemps.

Laurent Jacobini, d 'un mot vraiment, pour qu 'on avance. Pourquoi il y

a de la colère ? C 'est pas seulement à cause du prix de l 'essence. Depuis des années, on dit aux Français, si vous utilisez votre voiture, vous êtes des pollueurs, c 'est pas bien. Mais en même temps, on ferme les petites gares dans le milieu rural. On leur dit, on va tout centraliser dans les grandes villes. Vous aurez des hôpitaux géants, des écoles géantes, des administrations géantes, mais il n 'y aura plus rien dans le monde rural. Mais en même temps, ils ne peuvent plus prendre leur voiture pour accéder à ces services publics. Et donc, ils se trouvent pris en tenaille. On a évacué la vie des villages, que ce soit la vie économique, la vie administrative, la vie éducative. Ils se retrouvent avec

une voiture, diesel, parce que c 'était moins cher à l 'époque qu 'à 15 ans. Et on leur dit, tu vas acheter une voiture électrique à 40 000 euros, tu vas faire ton plein à 3 euros -litres. Mais surtout, ne te plains pas. Et bien, les Français, au bout d 'un moment, ils ont l 'impression d 'avoir été les pigeons du discours officiel d 'Emmanuel Macron et de ses prédécesseurs.

Lisa Lève, on parle de colère, notamment autour de ce prix du carburant. Il y a de la colère, il y a de la détestation. C 'est ce que l 'on retrouve dans cette grande enquête, notamment pour le SEVIPOF, qui a été publié par Le Monde. Plus de 13 000 personnes interrogées. Et ce qui saute aux yeux, c 'est la détestation des Français entre eux. C 'est -à -dire qu 'entre blocs, on se déteste.

Entre partisans, entre sympathisants de chaque parti, la question était très simple. Au -delà du programme qu 'ils défendent, quelle note donnez -vous aux sympathisants d 'autres familles politiques ? Regardez, ça va de 0 à 10. 0, c 'est l 'antipathie absolue. Et 10, c 'est la sympathie maximale. Sachez donc que les sympathisants de la France Insoumise sont les plus mal notés par les sympathisants des autres partis. La moitié les rejette totalement. Pas plus de 1 sur 10. Antipathie absolue, on y est. Les électeurs du Rassemblement National sont aussi mal vus par ceux du coin adverse, mais un peu moins. Ils sont 35 % à avoir la même note médiocre de 0 ou 1 sur 10. Pour le camp Macroniste, écologiste, socialiste et républicain, il y a aussi de la haine, mais beaucoup moins, entre 27 % et 17 % de notes autour de 0 sur 10. Mais il manque le premier parti de France, l 'abstention. 55 % de personnes sont antipathiques à l 'égard des abstentionnistes, plus d 'un sympathisant sur deux.

Est -ce qu 'on sait qui déteste qui

? Entre le Rassemblement National et la France Insoumise, l 'antipathie est mutuelle, voire réciproque. 90 % des électeurs insoumis méprisent les électeurs du Rassemblement National, et vous le voyez, 87 % de ceux qui soutiennent Marine Le Pen méprisent ceux qui soutiennent Jean -Luc Mélenchon et information qui va peut -être vous paraître anecdotique, mais qui veut dire beaucoup de choses. La palme des électeurs qui ressentent le plus d 'antipathie à l 'égard des autres est attribuée aux électeurs des Républicains. Ils notent moins sévèrement, mais ils notent mal tout le monde.

Voilà. 90 % des insoumis ont de l 'antipathie pour les électeurs du RN. 87 % des électeurs du RN ont de l 'antipathie pour les Mélenchonistes. Qu 'est -ce que ça donne, Laurent Jacobelli, au moment de l 'élection, après l 'élection, si un des deux camps l 'emporte ? D 'abord, je

suis un optimiste, donc j 'espère que le biais de la question induit le biais de la réponse. En tant que militant, avec des idées, l 'autre n 'aime pas, mais probablement pas en tant que personne. Je l 'espère, en tout cas. C 'est le v-u que j 'aimais. Je crois qu 'on est dans une société évidemment fracturée. Une société qui est en perte de croissance, une société qui est en perte de repères, de sa culture, de son identité. Une société qui a peur, à cause de la question sécuritaire, c 'est une société qui va mal. Quand on va mal, on a tendance, et c 'est triste, à se méfier de son environnement et de ceux qui sont autour. Vous n 'avez pas une part de responsabilité

? C 'est -à -dire vous, au RN ? Les insoumis, etc. Je précise ma question. Je précise ma question. Depuis la rentrée, ça m 'a sauté aux yeux, on est revenu le 24 août, et tous les soirs, on a des débats politiques. Pas ce soir, pour le coup, mais généralement, quand on vous met en face d 'un insoumis, c 'est -à -dire qu 'il faut attendre à peu près 30 secondes avant que d 'un côté il traite l 'autre de fachos, que l 'autre traite l 'autre d 'antisémit, et ça se passe comme ça pendant une demi -heure. Est -ce que forcément, ça ne le déteint pas ? Sur le...

Il y a, je crois, et vous allez dire que je suis de mauvaise foi, mais je le pense sincèrement, une

exception à l'effrit, qui a fait de la violence, de la provocation, une forme de communication politique. Pourquoi le débat se passe bien ? On est à peu près d'accord sur rien. Mais vous n'êtes pas en reste, M. Jacques Boullis. Mais on se parle normalement. À l'Assemblée nationale, par exemple, c'est terrifiant. Je ne pouvais pas vous laisser dire ça. Il y a une forme, et je sais que vous allez défendre les insoumis, mais il y a une forme de violence théorisée par Jean-Luc Mélenchon, qui crée ce climat. Quand Jean-Luc Mélenchon, ou en tout cas des gens qui se fondent, sont partis. Ce n'est pas lui qui l'a dit, je dois le dire. C'est un maire de banlieue parisienne. Quand il a dit « Si nous n'avons pas le résultat que nous voulons par les urnes, nous irons dans la rue », c'est grave. Quand M. Catenin disait qu'il fallait marcher sur Matignon, c'est grave. Ça légitime en fait une forme de violence politique. Et peut-être que c'est ça qu'on ressent, même si très honnêtement... Donc vous n'avez

aucune responsabilité, je vous donne la parole. Je prends un peu

de distance quand même avec

ce

fondateur. Aucune responsabilité, Laurent Jacques Boullis.

Non. Je trouve ça incroyable quand même, quand on voit le nombre de propos violents de vos sympathisants, notamment sur les réseaux sociaux. Lorsque vous vous exprimez aussi, certains de vos camarades à l'Assemblée nationale, vous traînez des propos qui sont absolument ignominieux pendant des débats et vous vous dites que vous n'avez aucune responsabilité. Non, bien sûr,

on peut ne pas être d'accord avec vous, mais ce ne sont pas des propos ignominieux. Mais si, ce sont des

propos ignominieux. Quand vous

dites... J'ai les mêmes réseaux sociaux que vous, je me fais autant probablement insulter que vous et par des gens, notamment de la majorité. Pour autant, je ne pense pas que ce soit M. Brignol qui les commande.

Sincèrement, vous ne pouvez pas dire que vous n'avez aucune responsabilité lorsque vous avez fait... Je le dis. Permettez-moi de ne pas être d'accord. Lorsque vous avez, dans votre famille politique, été celles et ceux qui ont fait, par exemple, de l'étranger le problème. Quand vous êtes celles et ceux qui montaient les Français et les Français les impôts... Non, ce n'est pas faux. Quand chez vous, vous exprimez la

haine du riche, c'est aussi la haine de ces

gens.

Ce qui marche aujourd'hui, c'est la radicalité. Depuis quelques temps, la radicalité... Vous n'en êtes pas pour responsable. Attendez, attendez. Oui, mais tous. Attendez, Patrick Brignol. 3h30, je suis en train de dormir. Non, Patrick Brignol. Vous êtes plus

en forme que jamais, Patrick Brignol. C'est la question des

débats. Comme maintenant, la radicalité fonctionne. Et moi, je dis franchement, et j'assume mes propos, aujourd'hui, le Rassemblement national se nourrit de la France insoumise, pas du PS. Et la

France insoumise aussi se sert... Attendez, attendez. Mais bien sûr qu'on a une responsabilité. Attendez, allez -y, Patrick Brignol. Mais moi, j'ai pas de soucis. Bien sûr qu'on a une responsabilité. On a une dette, même si elle s'est un cent milliard, quoi qu'il en coûte, on n'a pas parlé aux corps intermédiaires. Il n'y a pas de soucis avec ça, il y a eu une brutalisation quand même des corps intermédiaires. Mais arrêtez la démagogie. Attendez, arrêtez la démagogie. On ne me répond pas si j'ai une responsabilité. Si vous avez une responsabilité, mais pas vous personnellement. Mais si

la politique qui avait été conduite, il faut revenir à 2017. La promesse, c'était justement de réconcilier les Français avec eux-mêmes et de faire barrage au Rassemblement national si je ne m

'abuse. Attendez, je termine. De faire en sorte que les Français n'aient plus de raison de voter pour le Rassemblement national, c'était le discours du Louvre de Macron. La

première année de M. Macron, où il a fait des réformes très importantes, on a oublié, il a supprimé la moitié de l'impôt sur la fortune, il a réformé le Code du travail, il n'y a pas eu une... manifestation, tout s'est passé magnifiquement bien dans le pays. Et qu'est-ce qui s'est passé ? Eh bien il y a eu l'erreur de l'affaire Benalla dans un premier temps et puis après il y a eu les gilets jaunes. Et à partir de là ça a dérapé parce que vous n'avez pas su justement appréhender les choses telles qu'elles devaient être. Et qu'est-ce qui s'est passé ? Eh bien ce sont les radicaux et à droite et à gauche qui ont pris le pays et qui ont pris le pays en tenaille et qui aujourd'hui sont les seuls à pouvoir se faire entendre et qui se nourrissent eux-mêmes. Non

pas criminel, Anne -Sara Dubois. Ce qui est un

peu désolant et un peu étonnant c'est qu'il y a des renvois de responsabilités systématiques et on le voit sur ce plateau ce soir encore alors que la réalité que vous ne voulez pas entendre c'est que tous les partis politiques aujourd'hui sont détestés par les français tous autant que vous êtes. À force d'avoir brandi dans le débat public des mots systématiquement comme front, anti, tout sauf combien de fois on l'a entendu, considérer que les compromis sont des compromissions, combien de fois ça s'est produit à l'Assemblée nationale, je donne une main tendue, ça veut dire que je ne me respecte pas, ça veut dire que j'ai jeté aux orties mes électeurs, ça veut dire que j'ai trahi ma cause. On n'entend que ça dans le débat public depuis quoi ? Pas six mois, pas un an, depuis quatre ans et même davantage encore. Et donc contempler votre créature et là où on devrait entendre, je rêve encore, d'une concorde nationale, une situation liadette qui est gravissime, une natalité désastreuse, un basculement démographique terrible, un pouvoir d'achat fracassé, on pourrait se dire mais mon dieu on va essayer de trouver des solutions ensemble et là encore ça n'est pas, ça n'est jamais, c'est de ma faute, vous êtes plus détestés que moi. Je demande des réponses vraiment courtes s'il

vous plaît sinon on ne parlera pas de logement Laurent Jacobelli. 87 % des français ne croient plus à la parole politique. Je vous l'ai

tout fait court. L'une chose qui est vraie, c'est qu'on ne sortira pas

de ce pays sans une forme de concorde nationale. Parce qu'il y a des réformes à prendre, c'est pour ça qu'il faut redonner confiance. Vous n'êtes pas seulement au parti politique, mais il faut que les français sachent que quand ils votent, il y a un résultat et leur vote est pris en compte. Il y a aujourd'hui une forme de mépris du vote par des outils constitutionnels, par un refus du référendum, un refus de la voix du peuple qui fait qu'il y a effectivement un jugement critique vis à vis des politiques et une défiance dans leur parole qui peut se manifester par ce que vous dites. Nous ce qu'on veut faire, vous savez la dernière fois que je suis allé aux législatives, notre slogan c'était pour un gouvernement d'union nationale. Pourquoi ? Parce que tous ceux qui veulent redresser le pays sont

les bienvenus. Mais on est aujourd'hui dans des histoires cliniques, mais surtout la parole du peuple n'est plus écoutée.

Autre débat ce soir, à l'un des débats de la campagne, il faut qu'on en parle, Marine Le Pen pro de la priorité nationale pour le logement social, les français prioritaires pour obtenir un HLM. Dans les mots de Marine Le Pen, ça donne ça.

La première mesure sociale que nous prendrons sera un droit nouveau pour tous les français. Nous allons garantir à tous les français, comme cela se pratique dans tous les pays du monde, un droit naturel et juste. Avec nous, les français, quelle que soit leur couleur de peau, leur religion, leur origine ou leur résidence, quelle que soit leur région ou leur condition sociale, seront prioritaires chez eux.

Laurent Jacobelli, l'ubique xénophobe, c'est ce que vous répond la présidente des bailleurs sociaux. Oui, mais qui est une ancienne LUPES.

Écologiste. Oui, pardon. Madame la ministre Emmanuel Scorsi. C'est notre famille. Je vous le confirme. C'est l'été. Simplement, il n'y a à peu près qu'en France que ça choque de dire que ceux qui ont cotisé, qui ont payé des impôts, qui ont épargné pour qu'il y ait du logement social, ont une forme de priorité à l'accès de ce logement social. Je pèse il se trouve aujourd'hui que les chiffres sont très clairs. Il y a une surreprésentation des personnes venant de l'étranger dans le logement social, mais pour des raisons souvent objectives parce qu'ils ont des travaux plus durs, qui paient moins bien, qu'il y a parfois plus d'enfants, etc. Aujourd'hui, ce sont les chiffres. Ils sont très clairs. Je reprends les chiffres de BFM.

15 à 16 % de personnes nées à l'étranger qui sont locataires d'un logement social. Et 48 % sont français.

Bah oui, quand même. Merci. Sauf que 8 % d'étrangers occupent 16 % des logements sociaux, ce qui veut dire qu'il y a un rapport de 1 à 2. Et si on prend la seule statistique qu'on a qui est un peu faussée, qui sont les immigrés. Alors les immigrés, attention, c'est les gens nés à l'étranger. Certains peuvent être devenus français, mais c'est la seule statistique fiable que l'on ait de l'INSEE. Elle nous dit quoi ? Elle nous dit que 11 % des non-immigrés, c'est -à-dire les français, qui sont nés en France, on va dire qu'on va faire simple, ont un logement social. 70 % sont éligibles. Mais 35 % des immigrés ont un logement social. Donc oui, il y a une surreprésentation aujourd'hui factuellement des étrangers. Donc nous, on veut changer la donne et faire la priorité nationale.

Je trouve

ça juste démentiel ce que vous dites. Parce que déjà, en fait, vous n'avez pas de solution. Ce que vous faites, c'est que vous parlez à votre électorat, comme d'habitude, en prenant en fait une mesure qui est une marotte de Jean-Marie Le Pen depuis très très longtemps. 75 % des français sont d'accord avec ça ? Non, non, non. Absolument pas. Qui a pris à gauche d'ailleurs ? Absolument pas. Ben si. Absolument pas. Si, si. Je vais vous dire une bonne chose, c'est que 1, d'abord, toutes les personnes qui sont dans les logements de sanctions, c'est parce qu'ils y ont droit. Ah mais j'ai pas vu l'inverse.

Déjà,

vous

commencez. 16 %, 16 %, ils vous parlaient de surreprésentation. 8 % ont 16 %, aucun facteur de 2.

Oui mais non, parce qu'en fait ce que vous faites, c'est que comme d'habitude, vous déformez les chiffres. C'est -à -dire que vous avez 84 % des personnes qui sont aujourd'hui dans un logement social qui sont françaises et françaises. 87. Donc il y

a sous -représentation puisqu'ils sont 94 % de la France. Non, absolument

pas. Absolument pas. Il n'y a pas sous -représentation. Ben si madame. Et puis, non, non, absolument pas. C'est un fait. C'est un fait. Donc comment vous faites ? Donc ça veut dire que celles et ceux qui travaillent dans notre pays, qui cotisent, qui sont dans des situations régulières, auraient moins le droit d'être dans un logement social. Donc qu'est -ce que vous faites des éboueurs ? Qu'est -ce que vous faites des aides soignantes qui travaillent dans nos épaules ? Qu'est -ce que vous faites de celles et ceux qui font tourner notre économie ? Et donc ce que vous dites, c'est que vous allez faire une discrimination sur des critères qui ne sont pas des critères objectifs et sociaux. Ah, aussi la nationalité, c'est objectif ? Non, pour moi, la nationalité, ce n'est pas un critère qui... Ah bah, excusez -moi. Quand vous parlez de concord national, excusez -moi, vous êtes juste sur vos lubies xénophobes. Et ça n'a rien à dire avec xénophobes, madame. Si, c'est xénophobes. À partir du moment où vous faites une distinction, et puis c'est déjà le cas. Je vais vous répondre. Vous avez déjà des discriminations. La réponse de l'orange acrobacie et ensuite Patrick Vignan. Non, c'est pas possible de dire des choses comme ça. On peut vous répondre. Vous

connaissez Léon Blum ? Oui, je connais Léon Blum. Vous diriez que Léon Blum est un xénophobe raciste ? Et donc quel est le rapport ? J'ai peur de la chute. Léon Blum, en 1930, a proposé avec son groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il l'a signé, une loi pour la préférence française qui interdisait d'employer des étrangers dans les entreprises françaises. Mais dans quel contexte ? Et donner la priorité aux Français. En fait, vous mélangez tout ! Aujourd'hui, madame, non mais je vais vous répondre. Aujourd'hui, il y a... Le parti communiste, c'est la même chose. Je vous parle de gens qui sont intégrés, qui sont d'origine étrangère, mais qui

participent. C'est un débat très intéressant. Mais monsieur Jacques Ovely, vous pouvez pas avoir

ce type de prévue. Je peux parce que je suis libre. Ouais, mais parce que... Et donc ça s'appelle la démocratie. Ça s'améliore à la left, ça s'appelle la gauche. Patrick Vignan, Patrick Vignan. Vous êtes dans un

bouquet,

monsieur.

Adèlez, adèlez, s'il vous plaît. Vous êtes dans un bouquet, monsieur. Vous êtes dans un bouquet, monsieur. Attendez, attendez. Il y a 500 000 migrants légaux qui arrivent chaque année en France. Sur ces 500 000, il y en a 10 % qui viennent pour travailler. La plupart seront éligibles au logement social. Il n'y a que 100 000 logements sociaux construits par an. Donc oui, on a un problème. C'est 258 000. Et sociaux, non, sociaux, c'est pas 250 000. Mais vous allez parler de l'actif du logement social. Il y a d'autres choses à faire. Là -dessus, vous avez raison. Monsieur Jacob Ebi, vous étiez où

quand on a voté pour le Pro. Vous étiez où quand on a voté pour le Pro. Vous étiez où quand on a voté pour le Pro. Vous étiez où quand on a voté pour le Pro. Moi, je vous réponds. Monsieur Jacob Ebi, moi j

'ai regardé deux fois le discours de Marine Nepeyne sur le logement parce que ça m'intéresse. Nous

devions construire 500 000 logements. On n'en a construit que 250 000. Donc nous, on a aussi une pierre à mettre dans notre jardin. Vous en avez beaucoup. Moi, aujourd'hui, aujourd'hui, quand je vous vois, ça marche bien. Quand je vous vois, je suis désolé. Je vois, il faut construire du logement. La prime rénove 4 milliards. Moi, j'en ai profité. Puisqu'il m'arrive quand je ne dors pas de rénover des appartements pour mettre des gens qui ont besoin d'y habiter. Vous allez passer de 4 milliards à un prêt à taux zéro. On sait très bien qu'aujourd'hui, les gens prennent de pouvoir d'achat. Donc déjà, vous allez, je vais dire à mes copains artisans qui me regardent ce soir qu'avec nous, il y avait du boulot. Un logement, c'est deux emplois. Deuxième point, vous allez voter contre le Airbnb. Qui pourrait la ville de Montpellier, qui empêche les gens à Biarritz de pouvoir passer. Parce que les Français, je peux les comprendre. Quand je loue mon Airbnb, une semaine, c'est 500 euros. Ça fait 2000 euros par mois. Quand je le loue à quelqu'un, c'est 1000 euros. Donc mes étudiants ne se lâchent pas. Les jeunes nocouilles. Ou alors il y a des journalistes qui m'ont écrit. Ou ils sont avec deux enfants et les parents dorment à le canapé. Troisième point, la loi est serrée. Nous avons une part de responsabilité. Et la gauche l'a fait. C'est la

loi qui impose la construction de la revanche. On a fait des guettos de proche et des guettos de riche.

On passait de 25 à 35. Je veux bien, vous voyez que je suis consensuel, dans certaines communes qui ont 3000 habitants chez moi, d'arriver avec des grands ensembles et de faire avec 12 personnes de cours, ça peut être compliqué. Donc tout cela mesure... la comédie et vous m'expliquez monsieur le comédie que vous allez relancer l'économie. Vous savez moi je suis conscient quand je suis arrivé en 2012 il y en avait deux députés il y avait Colard et la nièce de Marine Le Pen. En 2017 les Tchéquens, oui Marion en fait que je m'aimais bien d'ailleurs au passage qui était sympathique mais j'avais pas les mêmes avis. En 2017 les Tchéquens vous êtes 123. La responsabilité à la Macronie, au Républicain et au PS. C'est notre faute à tous. Donc j'ai pas de souci avec ça mais expliquez-moi comment vous relancer l'économie. Attendez un moment il faut revenir sur la priorité nationale mais j'ai deux points de questions à vous poser là-dessus. Oui attendez parce qu'il y a

beaucoup de questions. Oui je sais, je sais, je sais. Mais c'est pas fictifiant. Non, non, non.

Vous êtes contre gentiment. Juste c'est pas le seul élément dans notre politique de logement. Vous le prenez parce qu'il est probablement pas très consensuel avec la gauche et que ça crée un débat. C'est

pas fictifiant, on a mis d'autres sur la

table. Mais moi j'ai beaucoup de maires avec lesquels je discute mais comme vous qui nous disent on est pris en tenaille. Il y a deux injonctions contradictoires. Il y a la zéro artificialisation nette, la loi ZAN qui nous empêche grosso modo de construire sur de nouveaux terrains. Et en même temps, comme dirait l'autre, on doit construire du logement social. Et ils nous disent c'est complètement impossible, on ne peut pas le faire. Et donc qu'est-ce qui se passe ? Vous avez les communes riches qui disent je vais payer une amende, je m'en fous, j'aurai pas de logement social et les communes pauvres qui n'ont pas le choix. Et donc vous participez, et je sais que c'était pas l'objectif mais c'est le résultat, à la ghettoisation du logement social en ayant voulu faire l'inverse. Alors nous, qu'est-ce qu'on dit ? SNU, ZAN, on arrête. Voilà, ça relancera le bâtiment, ça relancera le logement social. Attendez, j'ai quand même plusieurs questions assez concrètes. On peut le dire une fois encore.

Attendez, attendez, s'il vous plaît, Jérémat Badiab, s'il vous plaît, suivez. J'ai quand même, sur la mesure qui est annoncée par Marine Le Pen, qui dit bien qu'elle propose de garantir à tous les François, à tous les Français, à tous les Français, un droit donc au logement social s'ils rentrent

dans les critères. S'ils rentrent dans les critères, évidemment. Concrètement, qui n'aurait plus accès à ces logements ? Qui aujourd'hui y a accès et qui n'y aurait plus accès demain ?

Tous ceux qui aujourd'hui occupent un logement social continueront à occuper leur logement social. Vous n'expulsez personne ? Personne n'est expulsé de son logement. Excuse-moi, le Jouël Isier a dit

le contraire. Sur votre plateau, il a dit à la fin du bail... Ah, écoutez, je l'ai écouté. À la fin du bail, on les

exclut. Est-ce que je peux me le soucier ? Allez-y, Doreen. Allez-y, Doreen, Jacob Elielet. Une loi, elle n'est pas rétroactive. Donc quand vous avez occupé votre logement, au moment où vous l'occupez... Attendez, je termine et après vous me direz que vous n'êtes pas d'accord. Vous avez signé, vous étiez légalement, vous remplissiez les critères. Il n'y a aucune raison que vous ayez à supporter un changement de loi. Il n'y a pas une police de la... Absolument pas. Un nouveau logement est proposé. On regarde tous les dossiers. Si une personne en situation régulière ou étrangère qui occupe un travail, qui remplit les critères, est seule candidate, elle peut avoir le logement. Personne ne se résume. En revanche, s'il y a deux dossiers équivalents, l'un porté par une personne de nationalité française, l'autre porté par une personne de nationalité étrangère, la personne de nationalité française est prioritaire.

Excusez-moi, qu'il y

ait un petit avantage à être français en France n'est pas quelque chose de... Je reprends votre exemple, Laurent Jacobelli. Vous

dites, imaginons un logement mis à l'allocation, un logement chef mis à l'allocation, s'il n'y a qu'une seule personne locataire, candidat, et qu'il est étranger, il aura le logement. Ça n'arrive jamais. Ça n'arrive jamais. Vous avez des centaines de milliers de personnes. Ça n'arrive jamais.

Et bien, donc... Ce n'est jamais le cas. Mais une fois encore, tout se place dans une politique globale. Vous avez bien compris que nous allons réduire l'immigration. Vous avez bien compris que nous allons faire en sorte que les Français aient le droit à l'accès à la propriété. Et donc, un Français qui occupera un logement social, qui paiera un loyer, au bout d'un certain nombre d'années, il pourra acquérir son logement, l'émoyer précédemment payé... Et j'ai une autre question. Attendez, et j'ai une autre question. C'est la FLA Prédit, il n'y en a que 12 000 par an, ce qui veut bien dire que le système a

pu y pé. J'ai une autre question. Laurent Fabius, ancien président du Conseil constitutionnel, en étant 2024, dit ceci. Je me bornerai à dire, puisque c'est constant, que la préférence nationale appliquée de façon systématique est contraire à la Constitution. C'est pour ça

que nous allons proposer un référendum. C'est pour ça qu'il ne faut pas s'inquiéter. Ce sera une décision des Français sur notre projet de loi immigration, dans lequel la priorité nationale sera intégrée, pour le logement notamment. Vous passerez par le 11 ? Et donc, évidemment, la Constitution sera changée, puisque la voix du peuple est supérieure au Conseil constitutionnel.

Vous êtes d'accord pour dire qu'aujourd'hui, c'est contraire à notre Constitution ? Aujourd'hui ? C'est pour ça que

nous proposons ce référendum. Vous le faites comme vous le faites. Mais une fois encore, au Pays-Bas, qui ne sont pas une dictature aujourd'hui, au Royaume-Uni, mais ça existe. Le problème, c

'est qu 'on est les seuls où la nationalité française ne crée aucun avantage par rapport aux étrangers. Et même en matière de soi. Mais d 'ailleurs, il y a préférence nationale ou priorité nationale, parce qu 'il n 'y a que les Français qui ont le droit de vote. Il n 'y a qu 'eux qui peuvent entrer dans l 'administration. Il n 'y a qu 'eux qui peuvent exercer un certain nombre de métiers. Ce n 'est pas complètement fou. Parce que la vraie question, c 'est ça. Comme le général de rôle. Comme quand le général de rôle a changé la Constitution. C 'est par la

différence. Mais comme toujours, ce sont des mesures pour reprendre vos fondamentaux xénophobes. Vous avez que ça à dire. Oui, je le dis. C 'est le PS qui l 'a proposé. C 'est contraire au valent. Non, 30 % des médecins

à Montpellier, 30 % des médecins à centre de l 'immigration. C 'est une boucle de lèche. Des gens qui partent de l 'immigration. Des gens qui participent à notre vie,

à notre économie. Vous allez les mettre au banc de la société. Tout simplement parce que c 'est votre projet. J 'espère que vous n 'aurez jamais l 'occasion de faire. Moi

madame, j 'ai vraiment marre de recevoir dans ma permanence des Français qui sont à la rue. Parce que le logement social... Allez, merci à tous.

Non,

pas pas pas pas. ... qui participent à notre économie. Désolé. Merci. Les fonds des étrangers, je défends les fonds. À toutes et à tous. Merci. Merci à tous et à toutes. Merci

d 'avoir été en direct avec nous ce soir sur ce plateau pour ce débat correct. Toujours malgré tout, évidemment. Merci à toutes et à tous. Dans un instant, à la beau heure. Avec nous, à tout de suite.